

Tendances
générales dans
les revenus
des universités

Revenus des
universités selon
leur source

Tendances dans
les dépenses
des universités

Conclusion

Les finances des universités, 2006-2007

Selon les plus récentes statistiques financières des universités et des collèges universitaires du Canada, au total les revenus des universités ont augmenté de 7,6 % en 2006-2007, en même temps que le financement public du fonctionnement augmentait de près de 10 %¹. Pourtant, dans plusieurs provinces, le financement public n'est pas arrivé, au cours de la décennie, à suivre le rythme du taux d'inflation et de la hausse des inscriptions.

Voici d'autres constatations importantes :

- Les hausses de revenus les plus importantes par rapport à l'exercice précédent ont été enregistrées en Alberta (17,6 %), au Nouveau-Brunswick (13,2 %) et en Ontario (9,1 %). En revanche, le total des revenus en Colombie-Britannique a diminué de 1,4 %.
- Le total du financement provincial du fonctionnement, ajusté pour tenir compte de l'inflation, a continué à se remettre des faibles niveaux enregistrés plus tôt au cours de la décennie, et était plus élevé de 20,1 % en 2007 qu'en 1992.
- Les deux plus grandes sources de croissance relative des revenus en 2006-2007 étaient le financement provincial du fonctionnement (9,5 %) et les revenus en capital (9,5 %).
- En 2007, le financement provincial du fonctionnement s'est accru de façon plus marquée que les revenus provenant des frais de scolarité dans chaque province à

l'exception de la Colombie-Britannique. Ceux-ci ont augmenté plus rapidement en Ontario (9,1 %), au Québec (6,5 %) et à l'Île-du-Prince-Édouard (6,4 %).

- Les recettes affectées aux dépenses en capital social (1,5 milliard de dollars) sont maintenant considérablement plus élevées qu'elles ne l'étaient dans toute la période allant de la fin des années 1970 jusqu'à la fin des années 1990.

- Par rapport au total des dépenses, les dépenses pour les salaires des universitaires ont augmenté pour la première fois en près d'une décennie. En 2007, ces salaires comptaient pour 19,5 % des dépenses totales des universités, une hausse de 0,6 % par rapport à 2006.

Tendances générales dans les revenus des universités

Au cours de l'exercice 2007, les revenus des universités canadiennes ont atteint un record de 26,1 milliards de dollars, soit une augmentation de 7,6 % par rapport à l'exercice précédent, en faisant abstraction de l'inflation. Comme l'illustre le tableau 1, les plus grandes augmentations d'une année à l'autre ont été enregistrées en Alberta (17,6 %), au Nouveau-Brunswick (13,2 %) et en Ontario (9,1 %). À l'inverse, les revenus ont diminué de 1,4 % en Colombie-Britannique.

Les recettes affectées aux dépenses en capital social se sont accrues de 9,5 % en 2007. Elles continuent de demeurer sensiblement supérieures aux bas niveaux qui ont caractérisé la période allant de la fin des

Tableau 1 Taux de variation des revenus des universités, de 2005-2006 à 2006-2007

	Total des revenus	Revenus de fonctionnement (toutes les sources)	Recherche commanditée	Revenus en capital	Total du financement provincial	Financement provincial du fonctionnement	Revenus provenant des frais de scolarité
Canada	7,6 %	8,9 %	3,8 %	9,5 %	8,9 %	9,5 %	6,4 %
Terre-Neuve-et-Labrador	4,4 %	5,4 %	-2 %	-13,8 %	9,4 %	9,1 %	-1,4 %
Î.-P.-É.	7,2 %	8,3 %	3,7 %	12,3 %	13,9 %	8,8 %	6,4 %
Nouvelle-Écosse	6,8 %	4,6 %	6,1 %	-20,9 %	5 %	6,9 %	2,2 %
Nouveau-Brunswick	13,2 %	4,2 %	6,3 %	40,2 %	10,1 %	5,3 %	1,6 %
Québec	6,6 %	7,4 %	-2,8 %	7,3 %	5,7 %	7,7 %	6,5 %
Ontario	9,1 %	13,5 %	5,8 %	10,9 %	11,7 %	15,8 %	9,1 %
Manitoba	3,3 %	6,4 %	10,7 %	-19,3 %	5,6 %	6,2 %	5 %
Saskatchewan	4,3 %	6,5 %	32,5 %	-56,8 %	-4,3 %	7,7 %	1 %
Alberta	17,6 %	8,8 %	10,6 %	206,2 %	27,2 %	12,9 %	1,6 %
Colombie-Britannique	-1,4 %	1 %	-3,7 %	-9,3 %	-1,3 %	-3,8 %	4,4 %

années 1970 à la fin des années 1990. On a pu constater en 2000 une hausse prononcée des revenus en capital dans tout le Canada, en raison principalement d'augmentations importantes de la part des sources de financement provinciales.

L'accroissement des recettes totales commence enfin à avoir une incidence sur les budgets de fonctionnement généraux, qui servent à financer la fonction centrale d'enseignement et la recherche non commanditée des universités et des collèges. En 2007, le total des revenus d'exploitation a augmenté dans toutes les provinces. À l'échelle nationale, les revenus d'exploitation ont grimpé de 8,9 % en moyenne en 2007, les plus fortes hausses ayant été enregistrées en Ontario (13,5 %) et en Alberta (8,8 %) et la plus faible, en Colombie-Britannique (1,0 %).

En 2007, le financement provincial général du fonctionnement s'est accru de 9,5 % en moyenne. La plus forte hausse a été enregistrée en Ontario (15,8 %) et en Alberta (12,9 %). En Colombie-Britannique, toutefois, les revenus de fonctionnement provinciaux ont chuté de 3,8 %.

Au total, les revenus provenant des frais de scolarité ont augmenté de 6,4 %, reflétant à la fois une hausse des frais et un nombre

d'inscriptions qui continue de monter. Les augmentations les plus prononcées des revenus provenant des frais de scolarité ont été constatées en Ontario (9,1 %), au Québec (6,5 %) et à l'Île-du-Prince-Édouard (6,4 %). Seuls ceux de la Colombie-Britannique se sont accrus à un taux supérieur à celui du financement provincial du fonctionnement (4,4 % comparativement à -3,8 %).

Les revenus reçus pour la recherche commanditée ont connu une hausse modeste de 3,8 % par rapport à 2006. Après plusieurs années de gains importants, le financement fédéral pour la recherche commanditée a augmenté de seulement 0,7 % en 2007, contre 7,3 % pour celui de la Province. Les revenus provenant de la recherche subventionnée par d'autres administrations — comme les autres provinces et les gouvernements étrangers — se sont accrus de 11 % par rapport à 2006. Dans l'ensemble, 47,1 % des revenus pour cette recherche au Canada provenaient du gouvernement fédéral et 18,7 % des gouvernements provinciaux.

Les sources privées de financement de la recherche ont diminué en 2007. Les dons faits par des particuliers, des organismes sans but lucratif et des fondations ont été inférieurs de 4,1 % à ceux de 2006, tandis

Tableau 2 Revenus des universités, 1992 et 2007 (\$ de 2006)

	1992 (000s \$)	2007 (000s \$)	Taux de variation
Total des revenus	13 545 981 \$	25 592 004 \$	88,9 %
Revenus de fonctionnement (toutes les sources)	8 974 649 \$	14 702 523 \$	63,8 %
Fonds spéciaux et fiducie	754 338 \$	1 514 444 \$	100,8 %
Recherche commanditée	2 107 524 \$	5 628 943 \$	167,1 %
Entreprises auxiliaires	1 101 479 \$	1 596 535 \$	44,9 %
Revenus en capital	607 990 \$	1 155 437 \$	90 %
Financement provincial total	7 845 500 \$	10 580 567 \$	34,9 %
Financement provincial du fonctionnement	6 915 016 \$	8 305 234 \$	20,1 %
Frais de scolarité	1 770 757 \$	5 022 242 \$	183,6 %

que les dons du secteur des entreprises au titre de la recherche ont diminué de 22,4 %.

Depuis 1992, le total des revenus des universités, corrigé en fonction de l'inflation, a enregistré une croissance de 89 % (voir le tableau 2). La plus grande partie de cette

croissance (56,2 %) est attribuable aux augmentations des revenus provenant des frais de scolarité (183,6 %) et de ceux qui proviennent de la recherche commanditée (167,1 %). Par contre, au cours de la même période, le financement provincial a augmenté au total de 34,9 % comparativement à 20,1 % pour le financement du fonctionnement par la Province.

Revenus des universités selon leur source

Comme le montre le tableau 3, en 2007, les subventions et les contrats du gouvernement ne constituaient la source que de 53,2 % de tous les revenus des universités, comparativement à 67 % aussi récemment qu'en 1992. Par contre, les frais payés par les étudiants représentaient près de 20 % de tous les revenus et 34 % des revenus de fonctionnement, contre seulement 13 % et 20 % respectivement en 1992.

Le financement privé des universités par les dons, les subventions et les legs est monté en flèche au cours des 30 dernières années, passant d'à peine plus de 54 millions de dollars en 1972 (3 % du total des revenus) à

Tableau 3 Pourcentage du total des revenus des universités selon leur source, 2006-2007

	Subventions et contrats	Frais de scolarité publics	Dons, subventions non publiques et legs	Ventes de services et de produits	Revenus de placement	Divers
Canada	53,2 %	19,6 %	10,2 %	8,3 %	5,4 %	3,3 %
Terre-Neuve-et-Labrador	66,2 %	13,1 %	3,7 %	7,5 %	1,4 %	8,1 %
Î.-P.-É.	53,5 %	21,6 %	8,5 %	13,4 %	2,6 %	0,4 %
Nouvelle-Écosse	37,2 %	29,6 %	8,4 %	13,6 %	7,2 %	4 %
Nouveau-Brunswick	47 %	24 %	10,9 %	9,7 %	6,9 %	1,4 %
Québec	64,8 %	11 %	10,2 %	6,4 %	3,8 %	3,7 %
Ontario	46,6 %	24,3 %	11,3 %	7,2 %	6,4 %	4,2 %
Manitoba	57 %	18,3 %	12,4 %	8,4 %	2,8 %	1,1 %
Saskatchewan	58,9 %	15,2 %	7,4 %	11,4 %	6 %	1,1 %
Alberta	58,6 %	14,5 %	9,3 %	9,2 %	6,1 %	2,3 %
Colombie-Britannique	52,9 %	21,5 %	8,7 %	11,7 %	4,4 %	0,9 %

Tableau 4 Pourcentage du total des revenus de fonctionnement des universités, 2006-2007

	Subventions et contrats publics	Frais de scolarité	Dons, subventions non publiques et legs	Revenus de placement	Divers
Canada	57,1 %	33,9 %	0,9 %	2,4 %	5,7 %
Terre-Neuve-et-Labrador	71,7 %	18,4 %	0 %	1 %	9 %
Î.-P.-É.	54,8 %	30,5 %	3,2 %	1,4 %	10 %
Nouvelle-Écosse	42,9 %	46,5 %	0,4 %	4,2 %	6 %
Nouveau-Brunswick	53,3 %	39,6 %	0,2 %	1,5 %	5,4 %
Québec	71,2 %	19,4 %	0,4 %	1,1 %	8 %
Ontario	50,2 %	40,8 %	1,2 %	2,8 %	4,9 %
Manitoba	62,8 %	28,5 %	0,8 %	1,3 %	6,6 %
Saskatchewan	60,7 %	27,7 %	1,6 %	4 %	6 %
Alberta	60,6 %	29,5 %	1,4 %	2,8 %	5,7 %
Colombie-Britannique	55,5 %	38,1 %	0,6 %	2,5 %	3,3 %

2,7 milliards en 2007 (10,2 % du total des revenus). Au cours de l'exercice 2007, 40 % de ce total venait d'entreprises commerciales privées.

Dans les provinces, les universités de la Nouvelle-Écosse sont celles qui dépendent le plus du financement privé. Plus de la moitié de leurs revenus proviennent maintenant de sources privées, principalement sous la forme de frais de scolarité, de subventions

privées et de dons. L'Ontario et le Nouveau-Brunswick approchent du seuil de 50 %.

Les frais de scolarité ont encore constitué une part importante des revenus de fonctionnement des universités en 2007 (33,9 %), même s'ils ont diminué par rapport à 2006 où ils étaient de 34,6 %. De plus, il existe de gros écarts entre les provinces du point de vue du pourcentage des revenus totaux que représentent les frais de scolarité (voir

Tableau 5 Taux de variation des dépenses des universités, de 2005-2006 à 2006-2007

	Dépenses totales	Tous les salaires, traitements et avantages	Salaires des professeurs	Fournitures et dépenses	Immeubles et services publics	Bourses d'études	Remboursement de la dette (intérêts seulement)	Divers
Canada	4,5 %	6,7 %	7,9 %	-1,7 %	-8,1 %	8,6 %	8,2 %	5,5 %
Terre-Neuve-et-Labrador	3 %	4,5 %	5,5 %	-16,5 %	41,1 %	8,6 %	13,7 %	8,2 %
Î.-P.-É.	5,8 %	9,2 %	10,7 %	18 %	-16,8 %	3 %	54,3 %	16,1 %
Nouvelle-Écosse	4,4 %	3,9 %	3,4 %	-1,9 %	-12,5 %	17,5 %	6,6 %	8,7 %
Nouveau-Brunswick	4,3 %	3,8 %	2,7 %	5,9 %	26,7 %	7,9 %	23,6 %	-1,1 %
Québec	4,1 %	4 %	6,9 %	0,2 %	3,9 %	7,3 %	7,9 %	5,4 %
Ontario	5,7 %	10,2 %	11,6 %	-2,5 %	-16,6 %	9,2 %	15,2 %	3,6 %
Manitoba	-1,9 %	4,4 %	12,5 %	2,2 %	-48,5 %	3,2 %	64,6 %	-1,1 %
Saskatchewan	10,9 %	4,7 %	1,3 %	-7,1 %	141,6 %	4,5 %	150,9 %	-3,6 %
Alberta	6,5 %	7,4 %	8,8 %	-11,5 %	-5,8 %	10,6 %	15,4 %	15,3 %
Colombie-Britannique	0,9 %	2,9 %	2,9 %	4,3 %	-15,1 %	5 %	-27,8 %	6,2 %

tableau 4). Au cours de l'exercice 2007, les revenus tirés des frais de scolarité variaient de 18 % de tous les revenus de fonctionnement à Terre-Neuve-et-Labrador à 47 % en Nouvelle-Écosse.

Tendances dans les dépenses des universités

Les dépenses totales des universités ont atteint 24,5 milliards de dollars en 2007, soit une hausse de 4,5 % par rapport à l'exercice précédent (voir le tableau 5). Elles ont grimpé dans chaque province à l'exception du Manitoba, où elles ont chuté de 1,9 %. Les dépenses de la Colombie-Britannique ont légèrement augmenté de 0,9 %. La Saskatchewan (10,9 %) et l'Alberta (6,5 %) ont enregistré les plus fortes hausses.

Les dépenses totales des universités pour les salaires des universitaires se sont accrues de 7,9 % en 2007. C'est au Manitoba (12,5 %), en Ontario (11,6 %) et à l'Île-du-Prince-Édouard qu'on remarque la plus grande montée des dépenses à cet égard, alors qu'elles ont progressé plus lentement en Saskatchewan (1,3 %), au Nouveau-Brunswick (2,7 %) et en Colombie-Britannique (2,9 %).

En pourcentage du total, les dépenses au titre des salaires, des traitements et des avantages ont augmenté d'à peine 0,6 % en 2007 et représentaient 61,1 % des dépenses autres

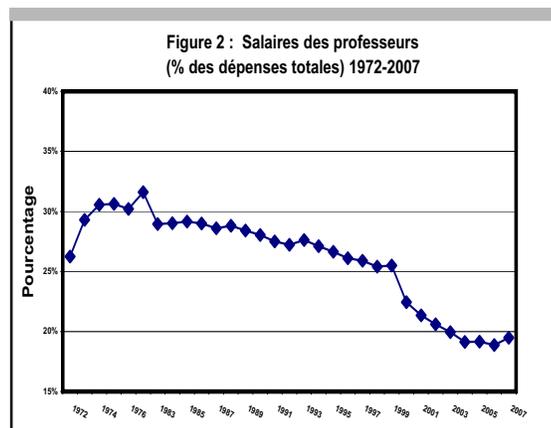
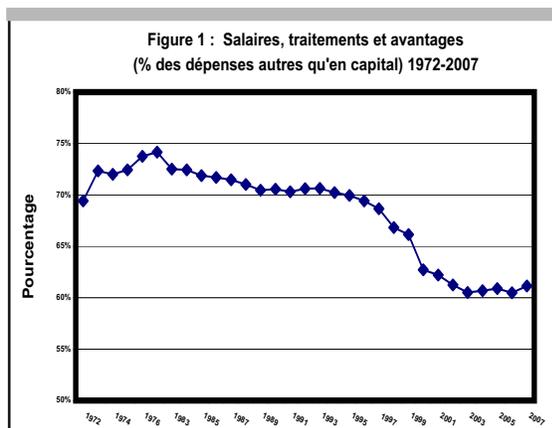
Tableau 6 Dépenses des universités, 1992 et 2007 (\$ de 2006)

	1992 (000s \$)	2007 (000s \$)	Taux de variation
Dépenses totales	13 564 501 \$	23 988 622 \$	76,8 %
Dépenses de fonctionnement	8 911 193 \$	14 039 811 \$	57,6 %
Salaires des professeurs	3 691 879 \$	4 673 850 \$	26,6 %
Recherche commanditée	2 044 352 \$	5 162 519 \$	152,5 %
Installations physiques	957 612 \$	1 987 694 \$	107,6 %
Fonds spéciaux et fiducie	572 458 \$	1 267 544 \$	121,4 %
Entreprises auxiliaires	1 078 886 \$	1 531 054 \$	41,9 %

qu'en capital. En 1972, ce chiffre était de 74,2 % (voir la figure 1).

Après des années de diminution constante, les salaires des professeurs, en proportion des dépenses totales, ont connu une augmentation de 0,6 % en 2007, soit la première hausse depuis 1999. Ils représentent maintenant 19,5 % des dépenses totales (voir la figure 2).

Comme durant les exercices précédents, les dépenses engagées au titre des bourses d'études ont continué à progresser plus rapidement que la hausse générale au titre des dépenses (8,6 %), reflétant en grande partie la forte demande d'aide financière pour



les frais de scolarité vu l'augmentation qui leur a été imposée. Les dépenses au titre des bourses d'études ont augmenté de 200,4 % depuis 1999.

Depuis 1992, les dépenses totales des universités, corrigées en fonction de l'inflation, ont grimpé de près de 77 % (voir le tableau 6). La plus grande partie de cette augmentation est attribuable à la hausse des dépenses liées au fonds de la recherche commanditée (152,5 %), à l'installation physique (107,6 %) et aux fonds spéciaux et de fiducie (121,4 %). Les dépenses de fonctionnement se sont accrues à un taux plus modeste de 57,6 %. Par comparaison, celles qui sont liées aux salaires des professeurs n'ont augmenté que de 26,6 % entre 1992 et 2007.

Conclusion

Après des années de baisse du financement gouvernemental de base, les dépenses publiques affectées aux universités et aux collèges universitaires sont à la hausse.

Toutefois, comparativement aux décennies précédentes, le financement public du fonctionnement ne s'est pas totalement rétabli. En 1990, les subventions de fonctionnement du gouvernement représentaient 80 % des revenus d'exploitation des universités; en 2007, elles ne correspondaient plus qu'à 57 %. Par conséquent, les universités dépendent aujourd'hui plus que jamais des frais de scolarité, des contrats et des dons privés.

De toute évidence, ce sont avant tout les gouvernements fédéral et provinciaux qui ont la responsabilité de remédier à ce déséquilibre. Ottawa et les provinces doivent collaborer plus étroitement pour faire en sorte que des fonds adéquats soient octroyés pour l'éducation postsecondaire selon un mécanisme comptable et transparent, sans quoi les universités et les collèges du Canada pourraient être gravement menacés. L'accessibilité et la qualité continueront de s'éffriter, compromettant de plus en plus la capacité de notre pays à profiter des avantages sociaux, culturels et économiques procurés par l'éducation. ■

Notes:

1. La plus grande partie des données contenues dans ce rapport sont recueillies chaque année par l'Association canadienne du personnel administratif universitaire (ACPAU), selon les chefs des finances des universités et des collèges au Canada. En Ontario, l'information est recueillie par le Conseil des universités de l'Ontario, puis compilée par l'ACPAU. L'information est préparée et diffusée tous les ans en format électronique par le Centre des statistiques sur l'éducation de Statistique Canada. La collecte et la compilation des données requièrent plus d'un an de travail; les données les plus récentes couvrent l'exercice se terminant en 2007.

